

CONCOURS INTERNE DE CONSERVATEUR TERRITORIAL DE BIBLIOTHEQUES - SESSION 2025

Note de synthèse : Culture et développement durable

Selon P. Ardenne, historien de l'art, « l'art s'est montré répétitif et a oublié l'écologie ». Alors que l'UNESCO adopte en 2015 une résolution intitulée « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 », il semble que les acteurs artistiques et culturels aient eu une prise de conscience tardive des enjeux du développement durable sur leur domaine d'activité. Ainsi, il apparaît pertinent d'étudier si une proximité d'objectifs et de liens peut actuellement se construire entre ces deux champs. L'UNESCO inscrit dans sa résolution de 2015 deux définitions pertinentes des concepts de culture et de développement durable. La culture est entendue comme une composante essentielle du développement humain pour l'expression de l'identité, une source d'innovation, de créativité pour l'individu et sa communauté, un facteur d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, le développement durable est un mode de croissance agissant sur trois dimensions (économique, sociale et environnementale) et visant à promouvoir la diversité culturelle et naturelle du monde grâce à l'éradication de la pauvreté. Ces définitions font apparaître une corrélation directe entre les enjeux culturels et durables.

Dès lors, nous nous demanderons comment la culture est agi par et agit sur les enjeux du développement durable.

Dans une première partie, nous verrons comment les enjeux du développement durable font peser de nouveaux risques sur l'ensemble des filières culturelles et drainent des problématiques intersectorielles. Dans une seconde partie, nous verrons comment la culture peut devenir un vecteur et un moteur du développement durable grâce aux leviers des pouvoirs publics et des acteurs culturels eux-mêmes.

I – Les enjeux du développement durable : des risques pour toutes les filières culturelles et des problématiques intersectorielles.

A. Les nouveaux risques environnementaux, économiques et sociaux impactant les filières culturelles.

Les prévisions de hausse de la température de + 2°C à la surface de la Terre émises par les experts du GIEC au milieu du XXI^e siècle font peser des risques environnementaux importants sur les filières culturelles.

Par exemple, les aléas climatiques plus fréquents et violents peuvent conduire à l'annulation de festivals en été.

La montée des eaux et le recul du trait de côte sur les littoraux peut mettre en péril des sites archéologiques comme celui de la Cité de Limes à Dieppe sur des falaises de craie.

De même l'impact environnemental des activités culturelles est mise en question avec la production parfois importante de « gaz » à effet de serre qu'elle peut générer. On peut souligner par exemple que le coût en Co₂ d'un livre édité est de 2 à 4 kg par exemplaire, ce qui peut devenir très important cumulé sur l'ensemble de la production éditoriale.

Les enjeux de développement durable font également porter un risque sur les modèles économiques des acteurs culturels. On peut citer par exemple celui des festivals qui est actuellement dans une logique expansionniste avec l'augmentation des capacités d'accueil pour absorber la hausse du coût des matières premières et du cachet de certains artistes. On peut souligner que 80 % des émissions de gaz à effet de serre provient des transports des spectateurs et des artistes pour rejoindre le site du festival, ce qui interroge fortement sur leur capacité à limiter leur impact environnemental.

Enfin, on peut souligner un enjeu plus socio-éducatif qui concerne la lutte contre le greenwashing dans les pratiques des acteurs culturels. Nous pouvons citer des mesures pour « verdir la façade » tel le remplacement des gobelets jetables pour des gobelets en plastique dur, ou encore la promotion de jeux vidéos aux scenarii environnementalistes qui fonctionnent grâce à des serveurs extrêmement gourmands en énergie.

Comme on peut le constater, la montée en puissance des enjeux de développement durable augmente la vulnérabilité des acteurs culturels et fait peser sur eux de nouvelles responsabilités.

B. La nécessité d'une approche intersectorielle pour créer un écosystème intégré face aux enjeux du développement durable.

Si la responsabilité liée aux enjeux du développement durable touche toutes les filières culturelles, elle doit s'analyser selon une « organicité » transsectorielle.

L'approche intégrée va passer par une plus grande transdisciplinarité dans la programmation des acteurs culturels. Dans le domaine des musées par exemple, il va s'agir d'allier art et science afin de comprendre les enjeux climatiques. On peut citer par exemple la création de musées dédiés au changement climatique comme le Climate Museum à New York ou encore des initiatives comme celle du Musée des confluences à Lyon qui a présenté une exposition intitulée « La Terre en héritage » en 2022. Il s'agit d'avoir une lecture artistique d'enjeux scientifiques.

Par ailleurs, le Palais de Tokyo à Paris s'est engagé dans un programme « Palais Durable » qui constitue un véritable écosystème face aux enjeux du développement durable. Au-delà de la programmation engagée, il mène une réflexion sur la conception de son environnement, à la fois bâtiminaire et naturel immédiat. Cette prise en compte des enjeux environnementaux dans la conception des lieux culturels eux-mêmes participe de leur démarche transversale pour mieux y répondre. Il s'agit d'évaluer la performance énergétique du lieu, l'éclairage, le mode de chauffage etc.

Ce souci de l'aménagement des lieux culturels peut aussi s'incarner dans un dialogue entre acteurs culturels et architectes / ingénieurs. La sauvegarde de lieux archéologiques patrimoniaux après des événements climatiques destructeurs est liée à la consultation préalable des professionnels territoriaux qualifiés.

Si l'on a vu en quoi le monde de la culture est agi par les enjeux de développement durable et les impacts que ceux-ci ont sur son activité, nous verrons maintenant comment la culture peut agir sur ces enjeux.

II – Les leviers pour transformer la culture en un vecteur et un moteur du développement durable.

A. Les leviers des pouvoirs publics : le cadre réglementaire et la structuration des acteurs culturels au service du développement durable.

Les pouvoirs publics ont un rôle structurant à jouer pour transformer la culture en vecteur de développement durable.

Ils agissent en premier lieu par le cadre réglementaire avec l'adoption de deux lois importantes concernant notamment les acteurs culturels. La première est la loi Agec (Anti-gaspillage pour l'économie circulaire), qui oblige les établissements recevant du public à gérer leurs déchets en les diminuant et en les triant. La seconde est la loi Elan (Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique) qui oblige les lieux culturels entre autres à maîtriser leur consommation énergétique.

Les pouvoirs publics peuvent aussi agir sur le financement des acteurs culturels en conditionnant les subventions reçues à des critères environnementaux et sociaux.

Cette éco-conditionnalité peut s'incarner dans des conventions passées avec les bénéficiaires des subventions.

Par ailleurs, les pouvoirs publics peuvent encourager le travail en réseaux des acteurs culturels sur les enjeux environnementaux en créant des espaces d'échanges, des journées d'études (telles celles de l'ABF en avril 2023 en Normandie) ou en activant le réseau des agences culturelles régionales.

Enfin, les pouvoirs publics peuvent mettre des outils d'évaluation et des indicateurs au service des acteurs culturels. On peut citer la mesure d'un bilan carbone, la cartographie de lieux en danger (telle celle réalisée entre les départements du Morbihan et du Finistère par exemple) et soutenir les initiatives de la société civile tel le collectif des festivals en Bretagne qui fédère près de 33 membres autour d'une charte de bonnes pratiques.

B. Les leviers des acteurs culturels pour transformer la culture en moteur du développement durable.

Dans un premier temps, il s'agit d'engager le monde culturel dans une dynamique de sobriété grâce à la modification des pratiques professionnelles. Comme le développe D. Irle dans son livre Décarbonons la culture, les professionnels peuvent agir sur plusieurs leviers.

Par exemple, la politique d'achat et de choix des fournisseurs est structurante pour réduire son empreinte carbone. Il est à noter que plusieurs festivals proposent par exemple une alimentation non-carnée (ex : Welove Green).

La décarbonation passe également par le redimensionnement des événements culturels et parfois même l'aire de recrutement de leurs artistes. La diminution des jauges ainsi que le choix d'artistes européens par exemple est un levier important.

Pour agir sur les émissions de CO₂, il est également possible de favoriser la circularité des biens culturels (tel le prêt de livres ou la vente en seconde main) et des artistes avec la mise en place de tournées mutualisées et raisonnées.

Enfin, afin de garder une vue globale sur les pratiques visant la sobriété, il est conseillé de nommer un référent développement durable qui peut coordonner les actions et mettre en œuvre une politique interne de RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

Dans un second temps, on peut souligner l'importance de la sensibilisation des publics et des consommateurs de culture grâce à l'émergence de nouveaux récits artistiques. Produire un « art utile » (P. Ardenne) permet de développer une vision de l'artiste sur un environnement menacé afin de mettre les publics face à leur responsabilité. On peut citer par exemple une exposition collective organisée par la Fondation EDF en 2020 qui présentait plusieurs œuvres plastiques visant à « avertir, agir et rêver ». Un concert produit par les artistes Lucy + Serge Orba était réalisé à partir de chants d'animaux en voie de disparition.

Par ailleurs, ce militantisme artistique peut aboutir à une nouvelle forme de création artistique qui aborde les contraintes environnementales comme des sources d'innovation.

On peut citer par exemple l'action des activistes du Permacomputing à Rotterdam qui crée des outils numériques solaires énergétiquement, à base de matériaux réemployés.

Pour conclure, nous pouvons dire que la prise de conscience par les acteurs culturels des enjeux de développement durable interroge leur capacité de résilience en les mettant face à de nouvelles responsabilités, engendrées par de nouveaux risques. Cependant, le secteur culturel a de multiples leviers, qu'ils soient correctifs ou volontaristes, pour s'engager de plein pied dans la défense de l'environnement et garantir ainsi sa propre pérennité.